

POXEL

Rapport des commissaires aux comptes sur
l'émission d'actions et des diverses valeurs
mobilières avec maintien ou suppression du droit
préférentiel de souscription

Assemblée générale du 29 janvier 2016
(3^{ème}, 4^{ème}, 7^{ième}, 8^{ème}, 9^{ième}, 10^{ième} et 11^{ème} résolutions)

MAZARS

SIEGE SOCIAL : LE PREMIUM - 131, BD STALINGRAD - 69624 VILLEURBANNE CEDEX

PRICEATERHOUSECOOPERS AUDIT

SIEGE SOCIAL : 63, RUE DE VILLIERS – 92 200 NEUILLY-SUR-SEINE

POXEL

Société anonyme au capital de 387 814,56 €
Siège social : 200 avenue Jean Jaurès, 69007 LYON
RCS LYON 510 970 817

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale du 29 janvier 2016
(3^{ème}, 4^{ème}, 7^{ième}, 8^{ème}, 9^{ième}, 10^{ième} et 11^{ème} résolutions)

POXEL

*Assemblée Générale mixte
du 29 janvier 2016*

*Résolutions N° 3, 4, 7, 8,
9, 10 et 11*

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au conseil d'administration de différentes émissions d'actions ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport :

- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
 - émission avec maintien du droit préférentiel de souscription (3^{ième} résolution) d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, étant précisé que les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès au capital de toute société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital ;
 - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (4^{ième} résolution) d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance ;
 - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier et dans la limite de 20% du capital social par an (7^{ième} résolution) d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance ;
 - émission, en cas d'offre publique d'échange initiée par votre société (11^{ième} résolution) d'actions ordinaires et/ou de valeurs

POXEL

*Assemblée Générale mixte
du 29 janvier 2016*

*Résolutions N° 3, 4, 7, 8,
9, 10 et 11*

mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la société ;

- de l'autoriser, par la 8^{ième} résolution et dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux 4^{ième} et 7^{ième} résolutions, à fixer le prix d'émission dans la limite légale annuelle de 10 % du capital social.
- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à une émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant à des actions de la société ou d'une autre société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (10^{ième} résolution), dans la limite de 10 % du capital.

Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra excéder 275 000 euros au titre des 3^{ième} à 7^{ième}, 10^{ième} et 11^{ième} résolutions, étant précisé que le montant nominal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra excéder :

- 180 000 euros au titre de la 3^{ième} résolution,
- 200 000 euros au titre de chacune des 4^{ième} et 7^{ième} résolutions,
- 30 000 euros au titre de la 10^{ième} résolution,
- et 125 000 euros au titre de la 11^{ième} résolution

Le montant nominal global des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra excéder 100 000 000 euros pour les 3^{ième}, 4^{ième}, 6^{ième}, 7^{ième}, 10^{ième} et 11^{ième} résolutions, étant précisé que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra excéder 18 000 000 euros pour la 10^{ième} résolution.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux résolutions 3 à 7, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du code de commerce, si vous adoptez la 9^{ième} résolution.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

POXEL

*Assemblée Générale mixte
du 29 janvier 2016*

*Résolutions N° 3, 4, 7, 8,
9, 10 et 11*

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du conseil d'administration au titre des 4^{ième} et 7^{ième} résolution.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination des prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des 3^{ième}, 10^{ième} et 11^{ième} résolutions, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul des prix d'émission.

En outre, dans le cadre de la 8^{ième} résolution, ce rapport précise que le prix d'émission des titres de capital à émettre sera déterminé par le conseil d'administration en fonction d'une méthode multicritères sans que le prix de souscription des actions (ou pour les valeurs mobilières donnant accès au capital, la somme perçue immédiatement par la Société lors de cette émission, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières) ne puisse être inférieur à 70% de la moyenne pondérée des cours des cinq dernières séances de bourse précédant le jour de la fixation du prix d'émission. Ce rapport ne justifiant pas la décote maximale de 30% par rapport au cours de bourse et ne précisant pas les critères et les pondérations qui seront retenus dans le cadre de cette approche multicritères, nous ne pouvons donner notre avis sur les modalités de calcul de ce prix d'émission.

Enfin, les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les 4^{ième} et 7^{ième} résolutions.

POXEL

*Assemblée Générale mixte
du 29 janvier 2016*

*Résolutions N° 3, 4, 7, 8,
9, 10 et 11*

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre conseil d'administration en cas d'émissions de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émissions d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Fait à Villeurbanne et Lyon, le 8 janvier 2016

Les commissaires aux comptes

Mazars


FREDERIC MAUREL

**PricewaterhouseCoopers
Audit**


ELISABETH L'HERMITE